

# Les élections et puis après ?

Les élections du 7 juin ont incontestablement apporté quelques surprises. S'il y a certes l'un ou l'autre gagnant, il y a surtout un grand perdant : les sondages. En effet, ceux-ci avaient pour l'essentiel prédit un effondrement du PS en Wallonie et à Bruxelles ainsi qu'une envolée de la Liste De Decker en Flandre. Or, rien de tout cela ne s'est vérifié.

## Des résultats à l'image de la Belgique

Il faut en premier lieu remarquer que l'on a voté de manière opposée au Sud et au Nord de la Belgique. En Flandre, il y a un grand vainqueur : la Nieuw-Vlaamse Alliantie (N-VA) de Bart De Wever qui obtient 13,1 %. Tous les autres partis, à l'exception du CD&V, perdent des plumes. Qui plus est, si l'on ajoute au score de la N-VA, ceux du Vlaams Belang, de la Liste De Decker et du Sociaal-Liberale Progressieven (scission de Spirit, composante de l'ancienne Volksunie), on obtient un total de 37,1%. En d'autres termes, quasiment quatre Flamands sur dix ont porté leur choix sur des partis nationalistes radicaux qui revendiquent ouvertement l'indépendance de la Flandre. C'est du jamais vu et cela pèsera très lourd dans les années à venir !

A l'opposé, en Wallonie (et aussi à Bruxelles), les Ecolos sont les gagnants du scrutin, puisqu'ils passent de 8,5 % à 18,5 %, soit une progression de 10 %, moins importante cependant que celle pronostiquée par les sondages. Mais évidemment, le principal enseignement de ces élections réside dans le fait que le PS reste le premier parti de Wallonie, bien loin devant le MR : 32,8 % pour le premier, soit quand même une perte de 4% par rapport à 2004, contre 23,4 % pour le second. Malgré les « affaires », malgré surtout la participation du PS à un gouvernement fédéral fortement marqué par l'empreinte du MR et une gestion de la crise financière qui ne se différencie pas de celle de Didier Reynders, le PS a manifestement limité les dégâts et en tout cas, gardé la main partout, dans les Régions et les Communautés...

Comment expliquer ce relatif demi-succès ? La campagne du PS s'annonçait très difficile pour deux raisons au moins : d'une part, le souvenir de la défaite de 2007 (29,5 % en Wallonie contre 31,2 % au MR) était encore dans toutes les mémoires ; d'autre part, la crise économique et financière s'accompagnait de pertes d'emploi, d'un accroissement du chômage, etc., tous éléments susceptibles de faire perdre de nouvelles plumes au PS.

Pour se différencier du MR, la direction du PS, c'est-à-dire Di Rupo et son cercle restreint, va alors présenter la crise comme une « crise libérale » et affirmer que « le libéralisme, ça suffit ». Comme toujours, le président au nœud pap martèle aussi que les socialistes constituent le bouclier, le rempart contre les « dérives libérales » et qu'ils doivent en conséquence se retrouver dans les différents gouvernements. Tous ces ingrédients de la campagne du PS se retrouvent dans l'interview donnée par Di Rupo au *Soir* le 28 mars. Quelques citations : « [...] l'enjeu des élections du 7 juin [...] est de savoir si oui ou non les progressistes, et principalement le PS dans notre pays, seront à même de protéger notre société des dérives libérales » ; « L'austérité ? Une idée de la droite. [...] Tant que les socialistes seront au pouvoir, il n'y aura rien de tel ». Vient ensuite la botte finale : Les

socialistes sont au pouvoir depuis 20 ans ? « Oui et il faut qu'on y soit les dix prochaines années. Jamais pendant cette période, le pays n'a connu une déglingue comme en 2007 avec l'Orange bleue et la volonté de nous mettre dehors. [...] La décennie 2010-2020 doit être celle d'une évolution institutionnelle et d'une relance économique et sociale. Pour cela, le PS est le parti utile. » Conclusion : votez utile, votez PS...

Ce beau plan de bataille n'aurait probablement pas donné grand-chose si les « affaires » n'avaient rattrapé le PS et n'avaient été exploitées, en dépit du bon sens et avec arrogance, par un MR pressé de s'affirmer comme premier parti de Wallonie.

Ce fut d'abord le voyage californien de parlementaires wallons, au nombre desquels José Happart et Jean-Claude Van Cauwenberghe. En soi, le périple n'avait rien de répréhensible, mais il constituait une faute politique certaine dans une période de crise et de chute des revenus. Puis il y eut l'épisode Donfut, révélé par la *Libre Belgique* le 12 mai et relayé ensuite par toute la presse. Ici non plus, il n'y avait apparemment rien qui puisse être pénalement sanctionné. Mais qu'un ministre, doté d'un traitement mensuel (net) de 11.000 euros, s'adjuge en plus une rémunération comme consultant de 13.000 ou 14.000 euros supplémentaires chaque mois via IEH et EGH (les intercommunales du gaz et de l'électricité du Hainaut), le tout sans que le Comité d'éthique du PS n'y voit malice, en dit long sur l'état d'esprit de celui qui était par ailleurs Président de la Fédération boraine (la même que Di Rupo !) du PS et plus généralement sur le fonctionnement et la composition du parti. Dans ce contexte, on ne citera Biefnot que pour mémoire...

Toujours est-il qu'à dater du 15 mai, la campagne électorale vole bas, très bas. Le MR décrète le PS infréquentable, tandis que ce dernier crie au complot orchestré par les libéraux et les médias qui leur sont acquis. Le PS est alors au point mort dans les sondages.

Une tentative de riposte viendra le mercredi 27 mai sur le plateau de « Huis clos », où Di Rupo face à Reynders annonce que ni à Bruxelles ni en Wallonie, il ne gouvernera avec le MR. D'ailleurs, le MR est synonyme de régression sociale, de destruction de la sécu ; un gouvernement où le MR détiendrait les leviers de commande, conduirait – l'expression sera utilisée plus tard – à un véritable « bain de sang » social. Et Di Rupo de plaider alors en faveur d'un rassemblement des progressistes, c'est-à-dire de « ceux qui veulent vaincre la crise avec une dimension sociale ». A ce moment, il reste une seule alternative possible : soit un Olivier (PS-Ecolo-CDH) soit une Jamaïcaine (MR-Ecolo-CDH) L'opération s'apparente à un coup de poker : ça passe ou ça casse...

Manifestement, c'est passé. S'il en a été ainsi, c'est pour deux raisons essentielles : d'une part, le PS a revêtu les apparences de la seule force de gauche opposée à la droite MR, alors même qu'il collaborait avec cette dernière au gouvernement fédéral ; d'autre part, il a réussi à déplacer le débat de la question de la « malgouvernance » à celle de la sécurité sociale, des pensions, etc. menacées par le MR, ce qui lui a permis de remobiliser son électorat et de s'assurer des résultats nettement moins mauvais que ceux prévu par les sondages.

## Et le MS ?

Le Mouvement Socialiste (MS), compte tenu que les élections de 2009 concernaient les Régions, a fait campagne sur un grand thème, essentiellement positif : la définition d'une alternative pour sortir de la crise (mieux : des crises financière et économique). Ce thème se déclinait lui-même sur plusieurs registres :

1. une réforme des structures bancaires de telle sorte que la fonction de dépôt et la fonction de prêt de ces banques soient institutionnellement séparées ;
2. une relance de la consommation populaire via une diminution de l'impôt sur les petits et moyens revenus couplée à des investissements massifs dans les secteurs des technologies de pointe et des énergies renouvelables ;

3. le transfert des compétences en matière d'enseignement primaire et secondaire de la Communauté vers les Régions wallonne et bruxelloise.

Que l'on se réfère au PS ou à l'extrême gauche, les différences programmatiques sautent aux yeux. Comme telle, la campagne du MS dessinait réellement une alternative politique, même si évidemment les moyens financiers et médiatiques pour développer cette alternative étaient dérisoires comparativement à ceux des quatre partis traditionnels.

Analysons à présent les résultats.

Le MS se présentait pour la première fois sous ce sigle. Il a obtenu, pour le Parlement wallon, 6.470 voix, ce qui est un score faible. (A titre de comparaison, le PTB obtient 24875 voix, le PC- GE 6431, Cap D'Orazio 2115 et le PSL 1508.) Il faut noter cependant que dans les cantons de Binche et de Huy, le MS réalise respectivement 8,3 et 3 %. Dans l'arrondissement de Thuin, il est même le cinquième parti avec près de 4%. De tels résultats ne se généralisent malheureusement pas aux autres arrondissements et cantons wallons ; ils traduisent en réalité une difficulté inhérente au mode de constitution du Mouvement : le fait qu'il soit au départ composé de groupes locaux qui ont une réelle influence à l'échelon communal, mais qui n'ont pu encore transposer cette force à un niveau plus général – celui de la Région ou de l'Etat fédéral.

De plus à ce stade, les résultats du Mouvement Socialiste sont, dans une large mesure, inversement reliés à ceux du PS. En clair, le MS ne peut espérer prendre des voix que dans l'électorat socialiste. Le PS a reculé, c'est vrai, mais c'est Ecolo qui a été perçu comme une alternative et qui a donc engrangé les voix perdues par le plus grand parti de gauche. L'explication de ce comportement n'est pas mystérieuse : quoique très prudents durant la campagne – par exemple, les Verts ont toujours refusé de dire s'ils s'allieraient avec le PS ou avec le MR –, ils sont un parti qui a des élus, une expérience gouvernementale, qui a accès à tous les médias et à tous les débats, et qui de surcroît, est dans l'opposition depuis 2003. Dans ces conditions, il est compréhensible que le vote utile ait joué en faveur d'Ecolo pour tous ceux et celles qui se détachaient du PS.

Un autre facteur a cependant joué : la dispersion des forces de ce que l'on appelle communément la « gauche de la gauche ». L'étiquette est un fourre-tout, car on y retrouve des staliniens ou trotskystes, même pas dégrossis, qui n'ont rien appris ni retenu, à côté d'autres qui recherchent un socialisme rénové, apte à répondre aux exigences du XXIème siècle. C'est dans cette dernière catégorie que le MS se situe. Il demeure pourtant que la multiplicité des petites listes de gauche a constitué un obstacle sérieux à leur progrès. Le MS, il faut le préciser, avait tenté de remédier à cette dispersion en proposant des listes communes tant au Cap D'Orazio qu'au PC. A chaque fois, l'unité, possible au plan du programme et de la campagne, a achoppé sur la question du sigle. Pour autant, on aurait tort de désespérer, car les discussions ébauchées en février et mars 2009 ont été loin d'être inutiles et il est probable qu'elles porteront pleinement leurs fruits dans les mois à venir.

## **La situation présente**

En Flandre, la coalition sortie des urnes risque bien d'être inédite, puisqu'elle sera une tripartite composée du CD&V, de la N-VA et du SP.A. En Wallonie et à Bruxelles, sauf retournement de dernière minute, l'Olivier (PS-CDH-Ecolo) devrait s'imposer partout. Les perspectives sont cependant sombres : la crise économique réduit les recettes fiscales et donc les possibilités d'action des différents gouvernements, ce qui peut même conduire, spécialement dans le cas de la Communauté française qui ne dispose pas de pouvoir fiscal propre, à la mise en place, à court terme, de politiques de coupes sombres dans les dépenses et donc à une cure d'austérité prononcée.

Quant au gouvernement fédéral, il devrait logiquement s'élargir au SP.A flamand dans les prochains mois tout en gardant les mêmes partenaires, à ceci près que l'Open VLD, éjecté du gouvernement flamand, pourrait être tenté, mais c'est peu probable, de se retirer sous sa tente et de se refaire une vertu dans l'opposition.

Il n'y a donc aujourd'hui plus guère de doutes quant à la composition des gouvernements régionaux et communautaires : le PS en sera et il y aura entraîné les vainqueurs du 7 juin, les Ecolos. Comme le parti de Di Rupo se trouve déjà dans la pentapartite fédérale, il sera donc présent à tous les niveaux de pouvoir.

Autre élément d'appréciation, les prochaines élections seront fédérales et auront lieu au plus tard en mai ou juin 2011. A noter aussi que la Belgique préside l'Union européenne durant le deuxième semestre de l'année 2010 et qu'il est exclu qu'elle se retrouve sans gouvernement pendant cette période. Il s'ensuit que le futur de Van Rompuy I<sup>er</sup> est gros de deux possibilités : soit il tombera dans les neuf mois à venir, soit il ira jusqu'à son terme normal, soit 2011.

Si l'avenir de l'attelage présidé par Van Rompuy est imprévisible, c'est qu'il est confronté à deux problèmes lancinants, mais interdépendants, qui conduisent à des choix très délicats : 1) la gestion de la crise ; 2) la réforme de l'Etat exigée par la Flandre et indissolublement liée à une solution pour l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde (BHV).

## **La gestion des crises**

Chacun a pu observer ces dix derniers mois comment Leterme, puis Van Rompuy ont géré les crises financière et économique. Le couple Leterme-Reynders d'abord s'est contenté de parer au plus pressé de manière à éviter la faillite virtuelle du système bancaire en septembre 2008. Le cocktail pour y parvenir ? Un mélange d'apport d'argent frais sous forme de participations dans le capital des banques concernées, Fortis et Dexia, ce qui revient à une quasi-nationalisation, d'une part, et de la garantie de l'Etat sur les emprunts réalisés auprès d'autres institutions financières par ces mêmes banques. (Le même type d'interventions publiques s'est appliqué aussi à ING et KBC.)

A partir du 4<sup>ème</sup> trimestre de 2008, le Produit Intérieur Brut (PIB) de la Belgique a diminué : c'est la récession, sans doute la plus grave depuis 1945. Il s'ensuit des pertes d'emploi en grands nombre, un chômage croissant, etc. L'Etat, en collaboration avec les Régions, a alors lancé un plan de relance (faiblard, puisqu'il représente seulement 0,9 % du PIB tous niveaux de pouvoir confondus, tellement faiblard que Van Rompuy lui-même préfère parler simplement de « mesures de relance »).

Toutefois, même si ce « plan » apparaît presque dérisoire comparé à ceux des Etats-Unis ou de la Chine, son coût couplé à celui du sauvetage des banques a sérieusement grevé les finances publiques. Quelques chiffres suffiront à illustrer le phénomène. Selon les Perspectives économiques 2009-2014 du Bureau du Plan, la dette publique passerait de 89,3 % du PIB à la fin 2008 à plus de 106 % du PIB en 2014 et l'effet boule de neige des intérêts se réinstallerait dès 2010. Pour les entités fédérées, le tableau est tout aussi noir : déficit de la Communauté française de 600 millions en 2010, de 400 millions d'euros pour la Région wallonne la même année, etc. (D'autres évaluations donnent pour 2009 un déficit de la Communauté de 886 millions d'euros.)

La pentapartite fédérale est (relativement) unie sur le fait de laisser « filer » les dépenses à court terme, élections de 2009 et crises obligent. Par contre, elle est profondément divisée quant aux moyens et au rythme pour rétablir les équilibres budgétaires. D'un côté, le PS plaide en faveur de la « rigueur » (le cache-sexe de l'austérité !) et d'un retour très progressif à l'équilibre ; de l'autre côté, les autres partis, singulièrement le MR et l'Open VLD, veulent une austérité franche et rapide, avec des coupes dans les dépenses sociales.

Comme toujours, un « compromis » entre « rigueur » et « austérité » a finalement été trouvé... en tout cas sur le calendrier. En effet, dès avril 2009, le gouvernement Van Rompuy avait fixé le retour à l'équilibre budgétaire en 2015 et ses composantes s'était mises d'accord sur une formule mathématique alambiquée : réduction du déficit budgétaire de 0,5 % par année à partir de 2010, pourcentage augmenté de 0,25 % de la part du taux de croissance qui excédera 1 % et de 0,8 % de la part du taux de croissance qui dépassera 2 %. L'application d'une telle formule est évidemment suspendue au retour de la croissance, qui est prévu pour 2011 au plus tôt.

Pressé par les libéraux, mais aussi par la Commission européenne et placé devant des chiffres de plus en plus alarmants, Van Rompuy a décidé d'accélérer la marche à la « rigueur » – le mot d'austérité est pour l'instant tabou – en forçant un accord budgétaire sur deux ans (2010-2011) planifié pour octobre 2009 et en invitant les entités fédérées (Communautés et Régions) à participer à l'effort général – à bon entendeur salut, spécialement pour les « Oliviers » wallon et de la communauté française !

### **Rev'la le communautaire**

Rappelons que depuis les élections de 2007, les partis flamands réclament une nouvelle réforme de l'Etat et simultanément la scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Pour leur part, les partis francophones déclarent à qui veut bien les entendre qu'ils ne sont demandeurs de rien. Depuis lors, rien ne bouge, chacun campant sur ses positions. Certes, un premier paquet (minimaliste) de compétences à régionaliser a fait l'objet d'un accord, mais il n'a même pas trouvé grâce aux yeux du Conseil d'Etat. Quant à la scission de BHV, elle est maintenue sous le boisseau par le biais de procédures « en conflit d'intérêt ». Il n'empêche qu'il s'agit là de mesures de retardement, qui ne peuvent que retarder le moment où le pétard explosera !

En réalité, s'il n'y avait eu la crise économique et financière – et donc aussi la nécessité de donner au moins une apparence de solution à des problèmes aussi vitaux que l'effondrement du système bancaire –, la pentapartite fédérale se serait cassé les dents sur le communautaire depuis longtemps.

Maintenant que le 7 juin est passé, la Flandre – tous partis confondus – réclame une nouvelle avancée dans la Réforme de l'Etat. Tous partis confondus, parce que le nationalisme a gangrené en profondeur l'ensemble de l'arc partidaire flamand, y compris par exemple le SP.A. Pour s'en convaincre, il suffit de se rapporter à cette déclaration de Franck Vandenbroucke, gourou du SP.A et Vice-premier ministre du gouvernement (démissionnaire) de Kris Peeters : « Quand j'entends De Wever ces dernières semaines, c'est comme si je m'entendais ».

Toutefois, s'il y a unanimité flamande sur l'objectif, il peut y avoir plus que des nuances quant aux moyens pour y parvenir. De ce point de vue, deux grandes stratégies, associées respectivement au CD&V et la N-VA, s'affrontent et parfois se complètent :

- Herman Van Rompuy (CD&V) veut boucler réforme de l'Etat et BHV dans un délai d'un an. Un an, parce que, comme on l'a déjà signalé, la Belgique préside l'Union européenne pendant le deuxième semestre de 2010 et que le semestre suivant sera celui des élections de 2011 – on ne négocie pas à quelques mois d'un scrutin. La méthode ? Vraisemblablement, un dialogue entre Communautés et Régions dans un premier temps ; une négociation intra-gouvernementale directe ensuite de manière à finaliser le paquet « réforme de l'Etat-BHV ». Au besoin, l'arme « financière » (la contribution des communautés et régions à l'assainissement budgétaire selon la clé 60 % - 25% - 15%) pourra toujours être brandie.

- la N-VA – c'est la doctrine « Maddens », du nom d'un politologue de la KUL – veut un timing différent pour atteindre le même objectif : le transfert d'un maximum de compétences à la Flandre. Dans l'immédiat, le parti nationaliste veut postposer le dialogue entre communautés jusqu'au moment où les Wallons et Bruxellois, désargentés, seront contraints de s'asseoir à la table de négociation. Dans l'intervalle, la Flandre doit utiliser au maximum ses compétences actuelles, par exemple en relevant les allocations familiales et en introduisant des allocations d'étude. Par ce biais, c'est un embryon de sécurité sociale purement flamande qui se mettrait en place. Tout naturellement, le dossier BHV serait séparé de la réforme de l'Etat et pourrait être réglé – du moins c'est ce pense la N-VA – en laissant jouer la majorité numérique flamande.

Il est évidemment difficile de déterminer quelle stratégie flamande finira par s'imposer ; le CD&V a la main puisqu'il tient les rênes du gouvernement fédéral (entre autres), mais la N-VA n'est pas hors jeu, puisqu'elle est d'ores et déjà une des composantes du futur gouvernement flamand. Une chose est sûre dans tous les cas de figure : la problématique communautaire sera plus que jamais présente dans la vie politique des deux prochaines années.

## Que faire ?

Résumons-nous. Les prochaines élections – les législatives – interviendront au plus tard en 2011 ; elles seront suivies des élections communales en octobre 2012. La période qui les précède sera tout entière marquée par la gestion de la crise économico-financière et la perspective d'une nouvelle réforme de l'Etat, deux dossiers d'ailleurs étroitement liés. Le PS est présent dans tous les gouvernements, tandis que les Ecolos sont associés à ceux de la Communauté et des régions wallonne et bruxelloise. Quel que soit le niveau de pouvoir, l'heure est à la « rigueur », c'est-à-dire à l'austérité, dans le but de retrouver l'équilibre budgétaire à l'horizon 2015. Dans cette mesure, les gauches PS et Ecolo sont prises au piège de l'austérité, qu'elles ne remettent d'ailleurs pas en cause. Les divergences avec la droite MR et CD&V sont de calendrier et guère de contenu, le mot de « rigueur » satisfaisant tout le monde.

Au total, cette phrase d'un journal financier anglais – le *Financial Times* pour le citer – va comme un gant à la formation d'Elio Di Rupo : « Les partis dont la mission historique fut de remplacer le capitalisme par le socialisme n'ont pas de philosophie de gouvernement. Leurs politiques anti-crise sont à peine distinguables de celles de leurs rivaux. »

Il faut y ajouter – spécificité « belge » – que le PS wallon et bruxellois est englué dans un pitoyable front des francophones communautaire, qui est bien davantage un « front du refus » qu'une force de proposition. Ici aussi, le PS, mis à part quelques points de détail, est à la traîne de partis tels que le MR.

Le moment est donc venu de proposer et de construire une réelle alternative de gauche aux politiques du PS et d'Ecolo. Le Mouvement Socialiste, s'il est partie prenante de cette démarche et en constitue un élément essentiel, ne peut à lui seul l'assumer totalement. Des forces, organisées ou non, cherchent également à construire cette alternative. Ce qui est donc à l'ordre du jour, c'est le rassemblement des ces forces, de cette **nouvelle gauche**, aussi éloignée du social-libéralisme des partis sociaux-démocrates que de l'anti-capitalisme abstrait et incantatoire.

Pour le MS, le regroupement de la nouvelle gauche doit répondre aux tâches de la période et fournir une alternative globale à la politique du gouvernement Van Rompuy tant en matière institutionnelle qu'en termes de sortie de la crise. Sa base programmatique tient en une formule lapidaire : « Confédéralisme et réformes de structure », formule qu'il faut bien sûr

élaborer dans le détail (ce que le MS a entrepris pour sa part) et traduire en un programme réalisable, charpenté et complet.

Le MS s'adresse donc à tous ceux et celles, organisés ou non, qui sont disposés à réaliser un tel rassemblement. Le temps presse, les échéances sont là et l'affirmation, y compris électorale, d'un réel débouché politique aux luttes de toutes natures est une nécessité tout autant qu'un besoin largement ressenti.

C'est maintenant ou jamais !

Le 2 juillet 2009